

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS 87564
64000 Pau

Pau, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société HAUPA

55 chemin de l'usine
64130 Viodos-Abense-De-Bas

Références : DREAL/2026D/1098

Code AIOT : 0100307314

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement Société HAUPA implanté 55 chemin de l'usine 64130 Viodos-Abense-de-Bas. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société HAUPA
- 55 chemin de l'usine 64130 Viodos-Abense-de-Bas
- Code AIOT : 0100307314
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HAUPA exerce, sur la commune de Viodos-Abense-de-Bas, une activité de regroupement des biodéchets et de tri d'huiles alimentaires.

Compte tenu des volumes de biodéchets et d'huiles alimentaires réceptionnés et stockés, l'établissement de la société HAUPA est susceptible de relever du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2716 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux inertes) de la nomenclature des installations classées. La société HAUPA a récemment déménagé dans un nouveau bâtiment. L'objet de la visite du 28 janvier 2026 avec le SDIS avait pour objet de faire le point sur les dispositions constructives de ce bâtiment par rapport aux dispositions réglementaires applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux inertes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Des installations électriques se trouvent à proximité des systèmes de filtration des huiles alimentaires usagées. Elles présentent, de part leur situation, des risques d'encrassage. Par conséquent, il est recommandé à l'exploitant d'effectuer des vérifications régulières de ses installations électriques les "plus exposées".

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/07/2025, article Annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Dispositif de désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Rétention	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 2.8	Demande d'action corrective	3 mois
5	Isolement du réseau de collecte des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – articles 2.9 et 5.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 4.1.4	Demande d'action corrective	1 mois
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Panneaux photovoltaïques	Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article Article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Déchets – Activité de négoce, de transport ou de collecte de déchets	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 541-50.I, R. 541-54-1 et R. 541-55	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bâtiment dans lequel la société HAUPA exerce son activité de regroupement des biodéchets et de tri d'huiles alimentaires ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne le comportement au feu des bâtiments et les dispositifs de désenfumage.

Si les volumes de déchets susceptibles d'être présents sont supérieurs à 100 m³, l'exploitant procède à une télédéclaration de ses activités sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920> et joint une demande de modification de certaines prescriptions applicables à ses installations, accompagnée d'une évaluation des flux thermiques d'un incendie du bâtiment et d'une proposition de mesures compensatoires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2025, article Annexe à l'article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 2716 et 2795
Prescription contrôlée : La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <u>Rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées</u>

Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	Régime
1. supérieur ou égal à 1 000 m ³	Enregistrement (E)
2. supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Déclaration soumis à contrôle périodique (DC)

Rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées

Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant :	Régime
1. supérieure ou égale à 20 m ³ /j	Autorisation (E)
2. inférieure à 20 m ³ /j	Déclaration soumis à contrôle périodique (DC)

Constats :

Les activités de la société HAUPA sont :

- la collecte de biodéchets et d'huiles alimentaires usagées,
- le stockage d'huiles alimentaires usagées en attente de traitement ou d'expédition pour traitement sur d'autres sites,
- la filtration d'huiles végétales,
- le stockage d'huiles filtrées au moyen de deux cuves extérieures de 35 et 40 m³,
- le lavage des conteneurs d'huiles alimentaires et des bacs de collecte de biodéchets.

Aucun biodéchet ne transite ou n'est stocké sur le site. Ils sont directement déposés sur le site de Mendixka à Charritte-de-Bas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant précise les différents volumes maximum susceptibles d'être présents sur le site ainsi que les quantités d'eau journalières mises en œuvre. Il se positionne par rapport aux seuils des rubriques 2716 et 2795 de la nomenclature des installations classées.</p> <p><i>Pour les cuves de stockage, c'est la capacité des cuves qui doit être prise en compte (même si elles ne sont pas pleines en permanence). De même, il faut prendre en compte la capacité totale des fûts même s'ils ne sont pas systématiquement remplis ainsi que le nombre maximum de fûts susceptibles d'être présents à un instant t.</i></p> <p>L'exploitant procède, le cas échéant, à la télédéclaration de ses activités sur le site https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est R15, - les matériaux sont de classe A2s1d0. Pour les éléments de support de couverture, cette disposition ne s'applique pas si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque d'incendie par la direction générale chargée de la sécurité civile du ministère chargé de l'intérieur et si le bâtiment ne contient pas de déchets inflammables. <p>Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment ne présente pas les caractéristiques coupe-feu précisées ci-dessus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant évalue les flux thermiques d'un incendie du bâtiment (à l'aide du logiciel Flumilog) et propose des mesures compensatoires.</p> <p>Ces éléments sont joints à la demande d'aménagement des dispositions de l'article 2.3.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, annexée à la télédéclaration mentionnée au point de contrôle n° 1 ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositif de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Toitures et couvertures de toiture
Prescription contrôlée : <div><p>[...] Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p><p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p><p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes, lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p><p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p><ul style="list-style-type: none">- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments.<p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.</p><p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p><p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p></div>
Constats : <p>La surface utile d'ouverture des dispositifs de désenfumage est inférieure à 2 % de la superficie à désenfumer. L'exploitant a indiqué que le manque à désenfumer est de 9,91 m².</p> <p>Il n'est pas possible de compléter les exutoires en toiture en raison de la présence des panneaux photovoltaïques.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant étudie la mise en place d'exutoires de façades. <u>Si cette solution est validée par le SDIS</u>, l'exploitant joint à sa télédéclaration une demande d'aménagement des dispositions de l'article 2.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout entreposage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque l'entreposage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les huiles stockées en intérieur ne sont pas munies de rétention, de même que les deux cuves extérieures de stockage des huiles filtrées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la mise sur rétention des zones de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Isolement du réseau de collecte des effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – articles 2.9 et 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réseau de collecte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.9</u></p> <p>Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.</p> <p>Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p><u>Article 5.1</u></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p>

<p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les eaux pluviales et de voiries sont collectées par le réseau d'eaux pluviales du site qui se déverse dans le fossé le long du site. Il n'existe pas de système d'obturation.</p> <p>Il a présenté un schéma des réseaux tracé à la main.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place des dispositifs de sectionnement de son réseau de collecte des effluents aqueux.</p> <p>Il établit un plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre. Ce plan est régulièrement mis à jour et intégré au plan de défense contre l'incendie (cf. point de contrôle n°7 ci-après).</p> <p>Les ouvrages permettant l'isolement des réseaux en cas de sinistre doivent être matérialisés et visibles sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours, 2. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à</p>

<p>défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours),</p> <p>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a évalué ses besoins en eau d'extinction incendie à 177 m³. Un poteau incendie est présent sur le domaine public à moins de 100 mètres des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prend contact avec le gestionnaire du réseau d'eau potable afin de disposer des tests du débit disponible sur ce poteau. Si le débit relevé est inférieur aux besoins évalués, l'exploitant propose une solution pour disposer des volumes nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Plan de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – article 4.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie, - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre, - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité, [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plan des stockages, ni de plan de défense contre l'incendie.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant établit un plan des stockages du site et l'intègre à son plan de défense contre l'incendie.</p> <p>Il précise les modalités de mise à disposition à l'entrée du site pour les éventuelles interventions du SDIS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]</p> <p>II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP,</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP,</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP,</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes,</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>À compter du 1^{er} janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...]</p>

Constats :
Les obligations de déclaration au titre du II de l'article R. 541-43 doivent toutes être réalisées sur l'outil Trackdéchets. L'exploitant n'a pas actuellement de compte pour cette application.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant crée un compte sur l'application https://trackdechets.beta.gouv.fr/ à partir du numéro SIRET de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Déchets – Activité de négoce, de transport ou de collecte de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 541-50.I, R. 541-54-1 et R. 541-55
Thème(s) : Situation administrative, Activité de négoce, de transport ou de collecte de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R. 541-50.I</u> Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique : 1° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8, 2° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux.</p> <p><u>Article R. 541-54-1</u> Au sens du présent titre, on entend par : 1° Négociant : tout acteur de la gestion des déchets qui entreprend pour son propre compte l'acquisition et la vente ultérieure de déchets, y compris les négociants qui ne prennent pas 2° Courtier: tout acteur de la gestion des déchets qui organise la valorisation ou l'élimination de déchets pour le compte de tiers, y compris les courtiers qui ne prennent pas physiquement possession des déchets. Le tiers pour le compte duquel la valorisation ou l'élimination est organisée reste détenteur des déchets au sens du présent chapitre.</p> <p><u>Article R.541-55</u> Les négociants et les courtiers de déchets doivent être déclarés pour l'exercice de leur activité auprès du préfet du département où se trouve leur siège social ou, à défaut, le domicile du déclarant.</p>
Constats :

L'exploitant dispose des récépissés relatifs à ses activités de transport et de négoce de déchets non dangereux en date du 6 mai 2021, respectivement récépissés n° 021/TRD/0028 et n° 021/DIB/0014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Ces déclarations doivent être renouvelées tous les cinq ans. L'exploitant veille à procéder au renouvellement de ses déclarations de négoce, de transport et de collecte de déchets, auprès des services de la préfecture avant le 6 mai 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Panneaux photovoltaïques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2020, article Article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux photovoltaïques
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, positionnés en toiture d'un bâtiment au sein d'une installation soumise à enregistrement ou déclaration en application du livre V du Code de l'environnement, au titre de l'une ou plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [...]
Constats : Le bâtiment est équipé de panneaux photovoltaïques en toiture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant joint à sa télédéclaration un récolement aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 février 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois